



POUR EXAMINER LA SITUATION GÉNÉRALE DANS LE PAYS

Le président Tebboune réunit le HCS

P3



Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Jeudi 21 juillet 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5593 - 19^e année

BENHALIMA ENFONCE ZITOUT & CO



« Ce sont des terroristes, des traîtres et des mercenaires ! »

P2

NOTRE VOISIN EN PROIE À DES FEUX DE FORÊT



L'Algérie répond à l'appel de la Tunisie

P4

CORRUPTION



La lutte passe à la vitesse supérieure

P3

LES COURSES EN DIRECT
HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 16H00
Celui qui bat Colibri du Vivier gagne l'épreuve

P14

IL DÉNONCE LA VISITE DU CHEF DE L'ARMÉE SIONISTE... AUX PORTES DE L'ALGÉRIE

Moncef Marzouki dézingue le Makhzen

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

SUITE À LA SATURATION DE L'AÉROPORT DE LONDRES HEATHROW

Air Algérie : les vols du 22 et 23 juillet transférés à l'aéroport Stansted

P3

BENHALIMA ENFONCE ZITOUT ET CO.

«Ce sont des terroristes, des traîtres et des mercenaires en quête d'argent et de femmes!»

À mesure des révélations du terroriste, détenu, Mohamed Azouz Benhalima, on se rend compte du danger de la toile de la trahison tissée par Rachad et ses affidés.

Ce dernier dans la sixième partie de ses aveux télévisés, diffusés mardi soir, affirme regretter les nombreuses fautes qu'il a commises contre la patrie, mettant en garde contre le piège des traîtres à l'Algérie et des mercenaires à la solde d'offices hostiles. Son mea culpa ne le lave pas du délit de participation au plan de déstabilisation de l'Etat mené depuis l'étranger par Zitout et ses comparses et par ses alliés Abdou Semmar ou encore Amir DZ et Ferhat Mehenni. D'ailleurs dans ses précédentes révélations, il avait « détricoté » le plan de la trahison conçu depuis des officines installées à Londres, Paris, Rabat, Madrid et même dans d'autres capitales occidentales et Tel-Aviv. Dans cette nouvelle salve de révélations, intitulée « Chemin de la félonie...détails d'une Conspiration », Benhalima, a indiqué que les campagnes médiatiques hostiles menées contre l'Algérie participent d'un complot concocté dans des officines hostiles pour saper son unité et sa stabilité, soulignant qu'après avoir côtoyé les terroristes planqués dans des capitales étrangères, il a compris qu'il ne s'agissait que de « mercenaires en quête d'argent et de femmes, sans le moindre lien avec le combat dont ils se targuent ». Il a ajouté qu'après avoir découvert cette triste réalité, il a décidé, avant son arrestation et son expulsion vers l'Algérie, de prendre ses distances avec le mouvement terroriste "Rachad" et ses responsables, à leur tête le terroriste Larbi



P.H. DR

Zitout. « Lorsque j'étais en Espagne, je pensais que ces terroristes étaient des militants avec des principes, et ce n'est qu'une fois en France, où j'ai été en contact direct avec des éléments de Rachad et avec Amir DZ que j'ai compris la supercherie et qu'il s'agissait en fait d'agents et de traîtres », a-t-il expliqué. Cela lève le voile sur la nature de ces individus qui ont fait de la trahison à leur patrie, un fonds de commerce qui leur a permis, d'amasser des fortunes et de devenir des agents aux mains d'offices hostiles à l'Algérie. D'ailleurs, il n'en avait pas, dans ses précédents aveux d'affirmer que ces individus versaient beaucoup plus dans le chantage et l'extorsion de fonds plutôt que dans la recherche de solutions politiques pouvant permettre la réconciliation entre Algériens et le progrès pour le pays. Depuis la main tendue du président de la République, ces individus sont aux abois, puisque les véritables patriotes, qui se revendiquent de l'opposition nationale et sincère ont pris leurs distances de ces terroristes et sont en train de préparer leur retour au pays.

LARBI ZITOUT USE DE FOURBERIE

Benhalima affirme avoir regretté les nombreuses fautes qu'il a commises contre la patrie, présentant ses excuses aux personnes qu'il a attaquées injustement en portant atteinte à leur honneur sur la base de fausses informations glanées sur de faux comptes Facebook. Il a, en outre, révélé avoir perçu chez des jeunes fourvoyés détenus dans la prison d'El-Harrach une haine et du mépris envers Larbi Zitout, Amir DZ et leurs affidés, car ayant découvert la réalité de ces terroristes qui ont exploité et leurré les modestes enfants du peuple. « Ces jeunes détenus, a-t-il ajouté, éprouvent des remords et sont décidés à rompre définitivement avec les idées destructrices des traîtres à la patrie. Benhalima », a-t-il souligné. Il a par ailleurs mis en garde les jeunes contre le piège tendu par ces terroristes, appelant tous les Algériens qui ont traité avec Larbi Zitout et les autres terroristes à les mettre à nu. Benhalima a demandé à Larbi Zitout de cesser de parler en son nom ou au nom de sa famille, révélant l'ampleur des

mensonges et des fourberies auxquels il recourt pour déformer les faits, citant à titre d'exemple la fois où Zitout a prétendu que son frère, Abderrahmane, avait été kidnappé par une force spéciale relevant des services de renseignement, alors qu'il avait été « convoqué pour un interrogatoire par un policier qui l'a accompagné à un commissariat à Alger, où je m'y trouvais également pour être interrogé », a-t-il souligné.

UN LAPSUS RÉVÉLATEUR

Benhalima a précisé que Larbi Zitout n'affichait jamais ses desseins malveillants au grand public. Il en a, cependant, révélé certains lors d'un live via "un lapsus" lorsqu'il a littéralement déclaré : "Nous voulons un Etat islamique", avant de se rattraper en disant: "Nous voulons un Etat civil". Parmi les mensonges que faisait circuler Larbi Zitout via l'aile médiatique du mouvement terroriste "Rachad", celui où il prétendait que les trois avocats de défense du terroriste arrêté Mohamed Abdallah travaillaient pour le compte des services de renseignement algériens, alors qu'il les a personnel-

lement mandatés pour défendre son frère Abderrahmane. Il a révélé que Larbi Zitout avait toujours incité les Algériens à manifester devant les consulats algériens à l'étranger, en raison de la suspension des vols du fait de la propagation de la pandémie de covid-19, au moment où "sa sœur, qui réside en France, est entrée en Algérie sans être inquiétée, et il refuse de le reconnaître".

LA TOILE DU MENSONGE ET DU BLANCHIMENT D'ARGENT

Le terroriste Benhalima a, également, affirmé que les "sources fiables" dont se vante Zitout à chaque fois "ne sont autres que son frère Smail". Dans le cadre de ses révélations, Benhalima a dit que depuis sa fuite à l'étranger, aucun membre de sa famille n'a été victime de harcèlement. Evoquant sa relation avec le dénommé Ghani Mahdi, le terroriste Benhalima a affirmé qu'il avait participé avec lui à une émission télévisée sur la chaîne "Canal 22", nouvellement créée, sur proposition de Abdou Semmar, ajoutant que pendant l'émission, Ghani Mahdi lui avait suggéré que l'association "Tahadi" se charge de collecter les fonds pour payer les honoraires de son avocat, soulignant avoir rejeté cette proposition, étant donné que cette association faisait l'objet d'une enquête en Suisse pour blanchiment d'argent, c'est pourquoi Ghani Mahdi n'a pas diffusé cette émission.

Ces révélations montrent encore une fois les intentions malveillantes de Rachad et ses affidés qui ont fait de la trahison à la patrie une spécialité, un fonds de commerce et un moyen de subsistance qui leur a certes permis de berner quelques égarés mais qui leur a surtout permis d'amasser des fortunes à l'étranger en usant de chantage et de menace contre ceux qui ne partagent pas leur soumission aux ordres des officines qui veulent de mal au pays.

Slimane B.

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

13 quintaux de kif saisis et deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans des opérations distinctes à travers le pays, et six casemates pour terroristes, ainsi que cinq bombes de confection artisanale ont été détruites à Boumerdès, durant la semaine dernière, a indiqué, hier, un bilan opérationnel publié par le ministère de la Défense nationale (MDN). Dans le cadre de la lutte antiterroriste de l'Armée nationale populaire (ANP) des détachements militaires ont arrêté deux éléments de soutien aux groupes terroristes dans des divers opérations à travers le territoire national, alors que d'autres « ont découvert et détruit six casemates pour terroristes et cinq bombes de confection artisanale à Boumerdès », souligne le bilan.

Selon la même source, des tentatives d'introduction d'énormes quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 13 quintaux et 63 kilogrammes de kif traité ont été déjouées par des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, durant la période du 13 au 19 juillet 2022. Ils ont également arrêté, au niveau de ces deux régions, six narcotrafiquants dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", précise le bilan, relevant que 15 autres narcotrafiquants "ont été arrêtés en possession de 8 kilogrammes de la même substance et 79 539 comprimés psychotropes lors de

diverses opérations exécutées à travers les Régions militaires". À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, des détachements de l'ANP "ont intercepté 66 individus et saisi 8 véhicules, 31 groupes électrogènes, 15 marteaux piqueurs et des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". À In Amenas, Djelfa, El-Oued, et Ouargla, "cinq autres individus ont été appréhendés et un fusil de chasse, 6,5 tonnes de tabacs et 4,7 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ont été saisis", ajoute le bilan. Dans le même contexte, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 7 739 litres à Bordj Badji-Mokhtar,

Tébessa, El-Tarf et Souk-Ahras". Par ailleurs, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 76 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 246 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national". "Ces opérations exécutées par des unités et des détachements de l'ANP, dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, ont abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos forces armées à travers tout le territoire national", souligne la même source.

R. N.

CORRUPTION

La lutte passe à la vitesse supérieure

Dernière étape du parachèvement de la construction de l'édifice institutionnel, comme l'a souligné le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, créée par l'article 204 de la Constitution en remplacement de l'ancienne Autorité nationale, est opérationnelle.



Ph. : DG

Il s'agit d'une institution de contrôle. Hier, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée au Palais du gouvernement, sa présidente, Mme Salima Mesrati, et les membres du Conseil de l'autorité, ont été installés par le Premier ministre, au nom du président Abdelmadjid Tebboune qui tient beaucoup à ce segment de son programme présidentiel. Aïmène Benabderrahmane s'est dit convaincu que l'expérience et la compétence de la présidente et des membres de cette autorité permettront d'atteindre les objectifs, assurant qu'ils "recevront tout l'appui du gouvernement, conformément aux instructions du président de la République, qui a ordonné la mise à disposition de tous les moyens matériels et humains permettant à l'autorité d'atteindre les objectifs pour lesquels elle a été créée". On sait que la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption sont systématiquement cités par le président Tebboune comme étant parmi ses priorités. Depuis trois ans, de nombreuses affaires ont été jugées devant les tribunaux sur la base de l'ancien cadre juridique. Comment mettre la gestion des affaires publiques à l'abri du pouvoir de l'argent? La Haute autorité bénéficie d'une expérience dont les leçons lui permettront d'aller vite et

d'être plus efficace dans sa démarche. La vie publique est gangrenée par l'existence envahissante du secteur informel dont l'aversion pour tout cadre législatif et réglementaire et l'hostilité à tout ce qui vient de l'Etat ne sont un secret pour personne. Les opérateurs de l'informel tirent leur énorme influence sur la société, des richesses qu'ils amassent en dehors de tout cadre légal et en dehors évidemment de toute transparence, ils croient tout pouvoir acheter. Le secteur informel est l'obstacle majeur à toute moralisation de la vie publique et par extension à toute activité économique transparente et honnête. Les affaires de corruption traitées dernièrement et qui ont valu à leurs responsables de lourdes peines, dont de longues années en prison et la confiscation de leurs biens, ont révélé les « ficelles » qui ont rendu possible les détournements de fonds et de biens publics et les évasions de capitaux, au détriment du pays.

La prévention peut s'exercer avec efficacité en visant directement ces méthodes de corruption qui ont été dévoilées. Le Premier ministre a évoqué "les différents efforts consentis par l'Etat dans la lutte contre la corruption, en adoptant un cadre juridique et institutionnel spécial à cet effet, conformément

aux dispositions de la Convention des Nations unies contre la corruption, consistant principalement en la promulgation de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption en 2006 et la création de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), ainsi que l'Office central de répression de la corruption (OCRC)". Il a souligné, dans ce sens, que les acquis réalisés n'ont pas été à la hauteur des aspirations, en raison de l'absence d'une forte volonté politique pour lutter contre la corruption à l'époque. Maintenant, la loi a accordé à la Haute autorité, a fait observer le Premier ministre, "d'autres prérogatives juridiques qui ne sont pas moins importantes que les prérogatives constitutionnelles, dont les plus importantes concernent l'enquête administrative et financière sur les signes de la richesse illicite des fonctionnaires publics". La loi a tenu à "élargir la composante du conseil de la haute autorité, pour englober des magistrats, des personnalités nationales et des représentants de la société civile, selon le rôle que cette dernière peut jouer, en tant que partenaire essentiel et principale dans la prévention et la lutte contre la corruption".

M'hamed Rebah

IL DÉNONCE LA VISITE DU CHEF DE L'ARMÉE SIONISTE

Moncef Marzouki dézingue le Makhzen

La visite de trois jours au Maroc du chef d'état-major de l'armée sioniste, Aviv Kokhavi, une première du genre encouragée par le processus de normalisation officielle des relations entre Rabat et Tel-Aviv, continue à susciter la colère et l'indignation, aussi bien de la part du peuple marocain que les personnalités représentant le soutien à la cause palestinienne et opposées au rapprochement arabe avec Israël.

Dans la foulée, l'ancien président de la Tunisie (décembre 2011 - décembre 2014), Moncef Marzouki qui, habituellement prend le parti du Maroc contre le Sahara

occidental, s'en est pris au régime du Makhzen pour avoir déroulé le tapis rouge au chef de l'armée sioniste. Au-delà de la dénonciation de la visite d'un militaire qui incarne la machine de guerre contre le peuple palestinien, dont les récentes et récurrentes incursions dans la mosquée d'Al-Qods démontrent la nature violente de l'Etat sioniste, Merzouki prend la défense de l'Algérie qu'il présente, malgré le fossé le séparant du Maroc, comme un pays « voisin » et « frère ».

L'ancien chef d'Etat tunisien, qui fait allusion à la rupture des relations décidée par l'Algérie en août 2021, n'est

pas sans savoir qu'elle continue, n'en déplaise à l'Etat sioniste et son allié marocain, à défendre bec et ongles les droits du peuple palestinien à l'indépendance.

De ce fait, la visite du chef de l'armée israélienne à Rabat passe pour une « provocation », sinon une énième, contre l'Algérie.

Ainsi, dans une publication sur son compte des réseaux sociaux, Merzouki écrit que « rien ne pourrait justifier la visite » du chef d'état-major sioniste au Maroc pour tout ce qu'il représente au niveau sécuritaire le régime sioniste qui « occupe la Cisjordanie et la démembrer quotidiennement

avec des colonies ». Ce même régime qui continue « à confisquer le droit des Palestiniens de Ghaza occupée à une vie normale depuis plus d'une décennie » et à « violer le caractère sacré de la mosquée El-Aqsa ».

Et du jour au lendemain, alors que le Maroc prétend défendre ce même droit des Palestiniens, il accueille, à bras ouverts, « l'invité d'un pays arabe, comme s'il prend le pouvoir en s'appuyant sur cette armée (sioniste, ndlr) sur un autre pays arabe (l'Algérie, ndlr) », qui « reste, quels que soient les enjeux, le pays voisin et le pays frère ».

Farid G.

POUR EXAMINER LA SITUATION GENERALE DANS LE PAYS Le Président Tebboune réunit le HCS

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier à Alger, une réunion du Haut Conseil de Sécurité, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'examen de la situation générale dans le pays », énonce-t-on dans ce communiqué. Il convient de souligner que selon ses attributions parues dans le Journal officiel, le Haut Conseil de sécurité est convoqué par le président de République.

Le HCS se réunit, selon le cas, sous deux sessions, à savoir ordinaire ou exceptionnelle. Pour la première, le HCS est convoqué à chaque fois que de besoin, pour « se prononcer sur toute question relative à la sécurité nationale aussi bien en ce qui concerne l'intérieur du pays que l'étranger ». Pour la deuxième, il est convoqué pour se prononcer sur « l'instauration et la cessation des situations exceptionnelles prévues aux articles 97, 98, 99 et 100 de la Constitution, en présence du Président du Conseil de la Nation, du Président de l'Assemblée Populaire Nationale et du Président de la Cour constitutionnelle ».

Pour ce qui est de la composante du HCS, outre le président de la République qui le préside, participent à cette réunion le Premier ministre ou le chef du Gouvernement, le directeur de cabinet de la Présidence de la République, le ministre de la Défense nationale (le Président, ndlr), le ministre de l'intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la justice, garde des sceaux, le chef d'Etat-major de l'ANP, le commandant de la gendarmerie nationale, le directeur général de la Sûreté nationale, le Directeur général de la documentation et la sécurité extérieure (DGDSE), le Directeur général de la sécurité intérieure (DGSII), le directeur général de la lutte contre la subversion et le directeur central de la sécurité de l'Armée.

F. G.

AIR ALGÉRIE

Les vols du 22 et 23 juillet vers Londres transférés à l'aéroport Stansted

La compagnie aérienne nationale a annoncé hier, le transfert des vols prévus les 22 et 23 juillet 2022, à destination et en provenance de Londres, vers l'aéroport Stansted. Air Algérie justifie ce changement par « la saturation » de l'aéroport de Londres Heathrow, et lequel état de fait « a impacté la plupart des compagnies aériennes ». Air Algérie précise ainsi dans son communiqué que le premier vol « AH2054 » Alger - Londres Heathrow devient « AH2354 » Alger - Londres Stansted à 14h50. Pour le deuxième vol au programme, soit « AH2055 » Londres Heathrow - Alger, il devient « AH2355 » Londres Stansted - Alger à 19h00.

Enfin, Air Algérie dit rester disponible pour informer sa clientèle de « l'évolution de la situation » et de « la mise à disposition de bus » pour leur transfert entre l'aéroport Londres Heathrow et Londres Stansted.

R. N.

QUELLES QU'EN SOIENT LES MUTATIONS INTERNATIONALES

« La coopération algéro-chinoise restera fructueuse et prometteuse »

Le nouvel ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, a affirmé que « l'Algérie et la Chine « entretiennent un partenariat stratégique fort et global », soulignant que « la coopération bilatérale demeurera fructueuse et prometteuse », quelles que soient, a-t-il soutenu, « les mutations internationales ».

À l'issue de la remise de ses lettres de créance au Président de la République, Li Jian a affirmé, mardi, que « l'Algérie et son pays entretiennent un partenariat stratégique fort et global et des relations fraternelles solidaires ».

À cet égard, il a souligné que « les relations stratégiques entre les deux pays peuvent être renforcées, étant fructueuses et prometteuses dans plusieurs secteurs », citant particulièrement les domaines des infrastructures, de la technologie,



LE NOUVEL AMBASSADEUR DE CHINE EN ALGÉRIE, LI JIAN, AU SORTIR DE L'AUDIENCE QUE LUI A ACCORDÉE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

de la culture, de la numérisation, de l'énergie, du tourisme et de l'investissement, outre la sécurité et les changements climatiques.

Il a également exprimé sa conviction que « les relations d'amitié et de fraternité entre l'Algérie et la Chine se perpétueront d'une génération à l'autre », et que « la coopération bilatérale restera fructueuse et prometteuse, quelles que soient les mutations internationales ». S'agissant de ses missions diploma-

tiques en Algérie, M. Li Jian a déclaré : « C'est un honneur pour moi d'être accrédité en tant que 17^e ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie », ajoutant avoir présenté au Président Abdelmadjid Tebboune ses lettres de créance et avoir transmis « les félicitations du président chinois et les salutations pour le succès du grand défilé militaire, et de la 19^e édition des Jeux Méditerranéens ». Dans le même contexte, il a précisé qu'il

« exercera ses fonctions grâce au soutien et à l'appui de la Présidence algérienne, du ministère des Affaires étrangères et des instances officielles ». L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf.

L. Zeggane

SELON LE MINISTRE KOWEÏTIEN DE LA JUSTICE

« Les réformes menées en Algérie sont importantes »

Lors de la rencontre entre le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj et le ministre koweïtien de la Justice, le conseiller Jamal Hadhel Al-Jalawi, en visite de travail, à Alger, les deux parties « se sont félicitées de la profondeur des relations » entre les deux pays, et du « haut niveau » de la coopération bilatérale. Passant en revue les moyens et perspectives de son renforcement dans divers domaines, notamment celui de la justice constitutionnelle, le président de la Cour constitutionnelle a souligné, mardi, « l'im-

portance des réformes en profondeur menées en Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la construction de la nouvelle Algérie », notamment, a-t-il cité « le renforcement des garanties de l'indépendance de la Justice, la constitutionnalisation de la composante du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et la création d'une Cour constitutionnelle dotée de larges prérogatives ». De son côté, le ministre koweïtien de la Justice a mis en exergue la « grande importance que les

autorités koweïtiennes attachent au développement des relations bilatérales et de la coopération avec l'Algérie », se félicitant de tout ce qui a été réalisé en la matière. Au terme de la rencontre, les deux responsables ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer au renforcement des relations de concertation et de coopération et des échanges d'expériences et de visites entre les deux pays, notamment dans le domaine de la Justice, en général, et de la Justice constitutionnelle, en particulier.

L.Z.

NOTRE VOISIN DE L'EST EN PROIE À DE VIOLENTS FEUX DE FORÊT

L'Algérie vole au secours de la Tunisie

L'Algérie, qui a vécu l'enfer des incendies de forêts criminelles durant l'été noir de 2021, ne peut ne pas voler au secours d'un pays voisin et frère comme la Tunisie, qui est à présent en proie à ce phénomène dévastateur. D'ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas tardé à répondre présent à la demande de la Tunisie en ordonnant l'expédition « immédiate » de moyens pour venir en aide au voisin de l'Est. « Suite à la demande de la Tunisie, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné l'envoi immédiat de deux gros hélicoptères des forces aériennes et de 20 gros

camions de la Protection civile pour aider nos frères tunisiens à éteindre les incendies de forêts dans ce pays », a souligné un communiqué de la Présidence, précisant que ce dispositif opérationnel devait arriver à la première heure de la journée d'hier. Cette aide fournie par l'Algérie à la Tunisie consiste, selon la présidence de la République, en l'envoi « immédiat » de deux gros hélicoptères des forces aériennes et de 25 gros camions de la Protection civile, 4 véhicules poste de commandement, une ambulance médicalisée, ainsi que 80 éléments de la Protection civile, tous grades confondus. Selon la même source, ce convoi est

entré en Tunisie pour aider « nos frères tunisiens » à éteindre les feux de forêts que connaît ce pays. En effet, notre voisin de l'Est est en proie depuis ce mardi à de violents incendies de forêts touchant la chaîne montagneuse s'étendant du Djebel Boukornine aux frontières de Borj Cédria dans le sud de Tunis. Selon les autorités tunisiennes, les sinistres ont ravagé de vastes superficies du couvert forestier et végétal de la région. Des facteurs, comme la hausse de la température, les vents violents et le relief accidenté, ont accentué la propagation rapide des feux. C'est le cas, à considérer les plateaux du sud de la capi-

tale tunisienne, surplombent les plus grandes villes de la banlieue, à savoir Ezzahra, Hammam Lif, Borj Cédria et Bou Mhel. Selon le porte-parole de la Protection civile, Moez Triâa, cité par l'APS, ses éléments avaient enclenché l'extinction des feux dès que l'incendie s'était déclaré au sommet de la montagne, suite à quoi, des hélicoptères et des camions de pompiers ont été exploités pour protéger les agglomérations et circonscrire le feu. « Le feu étant déclaré massivement au sommet de la montagne, il est quasi impossible de les atteindre par des camions de pompiers », a-t-il expliqué.

Farid G.

COOPÉRATION ALGÉRO-IVOIRIENNE

La CAPC signe un mémorandum d'entente avec la CGECI

Un mémorandum d'entente a été signé, hier à Alger, entre la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) et la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) portant sur la mise en place d'un cadre de coopération opérationnel dans le domaine des affaires, devant aboutir à la création d'un Conseil d'affaires algéro-ivoirien. Ce mémorandum a été paraphé entre le président de la CAPC, Mohamed Sami Agli, et son homologue de la CGECI, Jean-Marie Ackah, en présence de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en Algérie, Vaho Sahi Alphonse, et des représentants de différentes organisations patronales en Algérie. L'accord vise globalement à promouvoir les relations économiques, commerciales et industrielles entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire et à mobiliser les entreprises des deux pays pour conclure des partenariats dans des domaines d'intérêts communs. Agli a annoncé, à cette occasion, une visite de près de 50 chefs d'entreprises algériens à Abidjan en Côte d'Ivoire au mois d'octobre prochain, afin de rencontrer leurs homologues ivoiriens. Pour sa part, Ackah, a mis en avant le rôle que devra jouer le secteur privé des deux pays dans le renforcement des relations économiques entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire "à travers l'instauration de partenariats", tout en affirmant que "l'Algérie dispose d'un potentiel économique extrêmement important qui ne demande qu'à être exploité".

R. E.

PROJETS DE GARA-DJEBILET ET DU PHOSPHATE INTÉGRÉ À TÉBESSA

Arkab préside une réunion de coordination

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a co-présidé, hier à Alger, avec les ministres des Transports et des Travaux publics, respectivement Abdallah Moundji et Kamel Nasri, une réunion de coordination et de suivi des projets d'infrastructures liés à l'exploitation de la mine de fer de Gara-Djebilet (Tindouf) et au Projet du phosphate intégré (PPI) de Blad El-Hadba (Tébessa). Lors de cette rencontre, deux exposés ont été présentés sur les deux projets structurants, en présence de responsables des trois ministères, précise un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines. Arkab a expliqué que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'une feuille de route conjointe entre les secteurs de l'Énergie, des Transports et des Travaux publics, comme début de l'opération de préparation aux fins de doter les deux projets structurants de la mine de fer de Gara-Djebilet et du PPI, de toutes les installations et infrastructures nécessaires, notamment celles liées au transport des matières premières produites et transformées via les routes, les chemins de fer et les ports. Cette réunion intervient, a-t-il assuré, après l'élaboration d'études préliminaires relatives aux infrastructures nécessaires pour expédier ces gros chargements. Dans le même contexte, le ministre de l'Énergie et des Mines a souligné le rôle "essentiel et pivot" des secteurs des Transports et des Travaux publics, ou encore la nécessité de conjuguer les efforts intersectoriels pour mener à bien ces deux projets structurants, notamment dans le volet lié au transport. Afin d'y parvenir, des équipes de travail conjointes seront constituées entre les trois ministères, a-t-il expliqué. À leur tour, le ministre des Transports et celui des Travaux publics ont affiché la disponibilité de leurs départements respectifs à accompagner les deux projets, compte tenu de leur importance stratégique pour le pays, et en application des instructions et orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a conclu le communiqué.

APS

LES CRÉANCES DE SONELGAZ DÉPASSENT LES 2,45 MILLIARDS DA

Les entreprises et Les administrations toujours mauvais payeurs

Selon les dernières déclarations des services de la distribution d'électricité et de gaz de Sidi Abdallah, à Alger, les créances de Sonelgaz «ont dépassé les 2,45 milliards Da», dont celles détenues par les entreprises représentent 25% et les administrations 35%, tandis que les créances détenues auprès des clients qui ne se sont pas encore acquittés de leurs factures, est de 950 millions de DA, soit l'équivalent de 40% du total du montant.



La direction locale relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), a indiqué que «les dettes détenues auprès des clients ont atteint des niveaux « inégalés », quand bien même qu'elle s'abstient, poursuit la même source « de recourir aux moyens coercitifs » pour le recouvrement des dettes en suspens détenues auprès des abonnés, citant « la

coupeure de l'approvisionnement en énergie », notamment au vu de la pandémie sanitaire que l'Algérie a connue. La Direction de Sidi Abdallah avait lancé une campagne de sensibilisation au profit de ses abonnés clients qui ne se sont pas encore acquittés des créances de leur consommation de gaz et d'électricité, rappelant à cette occasion qu'« il est possible de procéder au paiement des factures par inter-

net ou par poste sans avoir à se déplacer jusqu'aux agences commerciales », en sus des bureaux de poste où l'abonné peut payer ses factures. Elle propose également aux clients « plusieurs facilités pour éviter des solutions radicales », en ce sens que ce phénomène « pèse sur la société et ne profite ni au client ni à la direction », conclut le même communiqué

L. Zeggane

RAPPROCHEMENT UNIVERSITÉ – MONDE ÉCONOMIQUE

L'USTB signe une convention avec le Métro d'Alger

Une convention de partenariat a été signée, hier à Alger, entre l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediène (USTHB) et l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) dans l'objectif de renforcer la coopération dans les domaines de la formation et la recherche scientifique.

Paraphée par le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche et le directeur général de l'EMA, Karim Boumezouad, cette convention ambitionne de rapprocher le monde académique du monde économique et revaloriser la recherche scientifique.

"Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'université visant l'interaction avec son environnement socio-économique et traduit sa nouvelle vision d'appuyer le travail pédagogique par une ouverture sur le monde des entreprises", a indiqué, à l'occasion, M. Akretche.

Cette convention, poursuit-il, couronne le travail effectué par certains nombres de directeurs des laboratoires de l'USTHB qui ont visité plusieurs ateliers de l'EMA et identifié des points et des thèmes qui peuvent faire l'objet de projet de recherche et de coopération entre les deux parties.

M. Akretche a, dans ce sens, détaillé que la convention entre l'USTHB et l'EMA concerne trois volets, à savoir la recherche scientifique, un volet "déjà entamé avec les laboratoires de l'université", la formation ainsi que les stages

au profit des étudiants de l'USTHB dans les différentes spécialités.

Le recteur a indiqué également que l'USTHB va rouvrir, à partir de l'année universitaire 2022-2023, la filière d'ingénieur et accueillera de nouveaux bacheliers en tronc commun ingénierie en sciences et technologies relevant la possibilité de monter des formations "en rapport avec les besoins de l'EMA, en matière de cadres et profils et à impact d'employabilité intéressant".

Aussi, au titre de cette même convention, des stages pratiques dans les ateliers de l'EMA seront assurés aux étudiants des spécialités de génie mécanique, génie procédés, génie électrique et informatique notamment.

De son côté, le directeur général de l'EMA a indiqué, lors de la signature de cette convention, que l'objectif est de "passer d'une recherche théorique à une recherche appliquée, ce qui va servir à l'économie nationale et éviter le recours aux compétences

étrangères".

Il a assuré que l'EMA œuvre à conclure des partenariats avec les différentes universités sur des thèmes en rapport avec ce dont l'entreprise a besoin en matière de formation et recherche scientifique, rappelant que l'EMA a déjà paraphé plusieurs conventions de coopération avec notamment l'École nationale polytechnique, le groupe Logitrans et la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

R. E.

FILIERE AVICOLE

Abdelhafid Henni planche sur les préoccupations des professionnels

Une réunion de coordination et de concertation s'est tenue au siège du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, pour l'examen des questions visant « à assurer la disponibilité des produits et la stabilité des prix » de la filière avicole. Une série de décisions et de mesures d'organisation et de régulation « ont été prises », indique un communiqué de ce département ministériel.

La rencontre s'est tenue, dans la soirée de mardi, entre le ministre de l'Agriculture, Mohamed Abdelhafid Henni, et les représentants du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole (CNIFA) pour passer en revue « la situation de cette filière et les perspectives de développement de la filière » qui, faut-il le rappeler, connaît des perturbations récurrentes, dans l'approvisionnement du marché national comme l'instabilité des prix.

Les participants se sont penchés, selon le communiqué du ministère précité, sur « la situation de la filière avicole et des viandes

blanches et les perspectives de son développement » à travers différents programmes et mesures incitatives, poursuit la même source, « au profit de cette filière stratégique », a précisé le communiqué.

Cette rencontre s'inscrit, est-il rappelé, dans le cadre des rencontres périodiques organisées par le ministère avec les acteurs du secteur, les professionnels et les partenaires économiques, indiquant qu'elle « dénote de l'importance accordée par le ministère à la prise en charge des préoccupations soulevées par les professionnels du secteur dans le cadre d'une « vision participative et prospective », a souligné la même source.

La réunion a vu la participation du président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), le président de la Fédération nationale de la filière avicole relevant de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), des cadres du ministère et des représentants des différents établissements et offices relevant du secteur.

L. Z.

CANCER, SCLÉROSE EN PLAQUE ET HÉMOPHILIE Les commissions d'orientation pour la prise en charge installées

Les commissions exécutives et d'orientation pour la prise en charge du cancer, de la sclérose en plaque et de l'hémophilie ont été installées, mardi à Alger, dans le cadre du partenariat entre le laboratoire suisse Roche et le ministère de la Santé, en présence des spécialistes des établissements hospitaliers concernés. Les trois commissions installées procéderont à l'élaboration d'une feuille de route à soumettre à la Commission d'orientation pour adoption en vue d'améliorer la prise en charge des malades, le traitement thérapeutique conventionnel et la formation, outre la coordination entre les services concernés pour l'appui des soins à domicile au profit des hémophiles, a expliqué le Dr. Laila Benbernou, directrice des programmes de soins, de l'éthique et de la déontologie médicale. Concernant certains services de cancérologie, Mme Benbernou a affirmé que des services pilotes seront choisis pour la prise en charge des cancéreux, une expérience qui sera généralisée à travers le territoire national, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud où les patients sont dans l'incapacité de se déplacer pour leurs soins, a-t-elle poursuivi, ajoutant que la prise en charge se fera à distance ou à domicile pour permettre au malade de rester dans son entourage familial. De son côté, le directeur général du laboratoire Roche Algérie, le Dr. Khalil Kadaoui a fait savoir que certaines prestations sanitaires qui seront fournies par le laboratoire aux malades permettront de désengorger et de réduire la pression sur les hôpitaux. Notre laboratoire met son expérience à la disposition des services concernés pour la prise en charge du cancer, de la sclérose en plaque et de l'hémophilie, a-t-il assuré.

APS

NTIC

Algérie Télécom lance les produits « Zimail » et « Zoumi »

Algérie Télécom a procédé, hier, au lancement de deux nouveaux produits intitulés "Zimail et Zoumi" qui sont mis en vente au niveau de toutes les agences commerciales de cette entreprise publique. Le lancement officiel de ces deux produits a été donné lors d'une cérémonie organisée à Alger par Algérie Télécom en partenariat avec l'entreprise Adex Technology. Selon les organisateurs, "Zimail" est une "messagerie professionnelle collaborative, hébergée en Algérie dans le data center d'Adex Cloud, en partenariat avec l'éditeur Synacore, société américaine leader mondial en logiciel de collaboration". "Zoumi", quant à elle, est une "plateforme algérienne de visioconférence et de collaboration, développée en collaboration avec Zoom, éditeur américain mondialement connu". Dans une brève allocution, le président-directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, a indiqué que les deux produits sont proposés à des prix "très accessibles et attractifs" pour que toutes les franges de la société "puissent en bénéficier". Il a précisé qu'en plus d'un "accès équitable" à la technologie, garanti pour tous les citoyens, les entreprises et les startup pourront, elles aussi, "stimuler leur productivité grâce à ces deux produits". Il a fait savoir également que le partenariat avec Adex Technology a pour but d'"alimenter le marché algérien par des offres de services à valeur ajoutée à travers le réseau de vente d'Algérie Télécom qui s'étend sur l'ensemble du territoire national, tout en participant au développement du contenu hébergé localement dans des cloud algériens". M. Bentoumi a affirmé, en outre, qu'Algérie Télécom "tend à soutenir et à motiver les entreprises algériennes, notamment les PME, afin qu'elles puissent contribuer au développement économique nationale".

R. E.

ITALIE

Draghi prêt à continuer, appelle sa coalition à serrer les rangs

Le Premier ministre italien, Mario Draghi, a annoncé mercredi qu'il était prêt à continuer à condition que les partis de sa coalition rentrent dans le rang autour d'un "pacte" de gouvernement, mis en péril par la défection la semaine dernière, du Mouvement 5 Étoiles.

Arrivé à la tête de l'exécutif en février 2021 pour sortir l'Italie de la crise sanitaire et économique, Mario Draghi avait présenté sa démission le 14 juillet au président de la République Mattarella, qui l'avait aussitôt refusée. Il estimait que son gouvernement d'unité nationale, allant de la gauche à l'extrême droite, n'avait plus de légitimité après la crise provoquée par la défection le même jour lors d'un vote-clé au Sénat du Mouvement 5 Étoiles (M5S), lui-même aux prises avec de fortes dissensions internes et une hémorragie de parlementaires.

Le discours de Mario Draghi jeudi matin devant le Sénat était donc fort attendu. Certains craignaient qu'il ne confirme d'emblée sa démission, mais il a au contraire indiqué qu'il resterait à la barre si sa coalition parvient à ressouder et éviter ainsi des élections anticipées.

"L'unique solution, si nous voulons encore rester ensemble, est de reconstruire à partir de ses fondements, ce pacte, avec courage, altruisme et crédibilité", a-t-il affirmé. "C'est ce que demandent les Italiens", a ajouté l'ex-chef de la Banque centrale européenne (BCE), fort des sondages affirmant que deux tiers des Italiens souhaitent que "Super Mario" reste à la barre.



PH. D. G.

VOTE DE CONFIANCE

Un vote de confiance doit être organisé dans les deux chambres, mercredi au Sénat puis jeudi à la Chambre des députés, permettant de voir enfin clair. Le Premier ministre a d'ailleurs fait un signe d'ouverture en direction du M5S, ardent défenseur du revenu minimum universel menacé par la droite, en le jugeant "important pour réduire la pauvreté bien qu'il puisse être amélioré".

Il a aussi évoqué une autre mesure chère à son turbulent partenaire, l'introduction d'un salaire minimum légal: "C'est dans cette direction que nous devons avancer, avec les partenaires sociaux". "L'Italie est forte quand elle est unie", a-t-il martelé. Les défis domestiques (relance économique, inflation, emploi) et extérieurs (indépendance énergétique, guerre en Ukraine) auxquels l'Italie et l'UE sont confrontées "exigent un gouvernement vraiment fort et solidaire et un Parlement qui l'accompagne avec conviction", a-t-il affirmé. Le banquier de 74 ans, lui-même jamais élu à une fon-

ction politique, s'est montré particulièrement sévère avec les partis, qu'il a même directement interpellés: "Vous les partis et les parlementaires, êtes-vous prêts à reconstruire ce pacte? Êtes-vous prêts à confirmer cet effort que vous avez fait durant les premiers mois et qui s'est ensuite affaibli?" "La réponse à cette question, ce n'est pas à moi que vous la devez, mais à tous les Italiens", a-t-il tancé.

"LA CAROTTE ET LE BÂTON"

Pour Francesco Galiotti, fondateur du groupe de réflexion Policy Sonar, "Draghi a été très dur, mais il a recouru un peu à la carotte et au bâton". "L'idée de Draghi était de couper l'herbe sous le pied des 5 Étoiles", a-t-il analysé pour l'AFP. Comme prévu, le centre et la gauche ont aussitôt confirmé leur soutien. "Si nous étions déjà convaincus ces derniers jours de renouveler la confiance au gouvernement Draghi, nous en sommes encore plus convaincus après l'avoir écouté", a tweeté le chef du Parti démocrate (PD, gauche) Enrico Letta. "J'ai

écouté, nous voterons oui à la confiance", a annoncé l'ex-Premier ministre Matteo Renzi, qui dirige la petite formation centriste Italia Viva. Silence radio en revanche de côté de Forza Italia, le parti de droite dirigé par l'ex-Premier ministre Silvio Berlusconi, et de la Ligue, la formation d'extrême droite du tribun populiste Matteo Salvini, qui refusent de rester dans un gouvernement aux côtés des 5 Étoiles.

Quel que soit le résultat de ce feuilleton politique à l'italienne, l'agence de notation Fitch estime qu'il "est le symptôme d'une plus grande incertitude politique même si des élections anticipées sont évitées", rendant les réformes structurelles et fiscales encore plus difficiles. Bruxelles et ses partenaires européens pressent aussi M. Draghi, gage de stabilité, de rester.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez s'est même fendu d'une tribune dans Politico intitulée "L'Europe a besoin de dirigeants comme Mario Draghi". Les marchés scrutent aussi avec attention la situation: la seule éventualité d'un départ du chef de l'exécutif a ravivé les craintes d'une envolée des taux d'emprunt du pays, qui pourrait s'avérer explosive pour la zone euro. La dette de l'Italie s'était déjà retrouvée dans le viseur des marchés en juin lorsque la BCE avait annoncé son prochain tour de vis.

IRAN

Le président Raïssi appelle les États-Unis à mettre fin à leur présence en Syrie

Le président iranien Ebrahim Raïssi a indiqué mardi que la présence américaine dans l'est de l'Euphrate en Syrie n'est "justifiée" sous aucun prétexte, exhortant les Américains à quitter la région, a rapporté l'agence de presse officielle IRNA. M. Raïssi a fait ces remarques lors d'une conférence de presse conjointe avec ses homologues russe Vladimir Poutine et turc Recep Tayyip Erdogan à Téhéran à l'issue d'une réunion trilatérale sur la situation en Syrie. Le président iranien a déclaré que lors de la 7e réunion des trois pays garants du format Astana, Téhéran-Moscou-Ankara ont "souligné la nécessité de respecter la souveraineté de la Syrie et de garantir son intégrité territoriale". Il a noté que la présence américaine dans l'est de l'Euphrate n'était pas justifiée et que les soldats américains devaient quitter la région. M. Raïssi a appelé à la poursuite de l'acheminement de l'aide humanitaire internationale vers la Syrie afin d'aider à résoudre les problèmes économiques et de subsistance du peuple syrien. Pour sa part, M. Poutine a estimé que la crise syrienne devait être résolue par le dialogue entre les parties syriennes et sans ingérence extérieure. Les trois dirigeants ont convenu lors du sommet de continuer leur coopération jusqu'à l'éradication du terrorisme sur le territoire syrien, a-t-il ajouté. M. Erdogan a quant à lui salué le format Astana comme le moyen le plus efficace de promouvoir le processus de paix en Syrie, appelant à l'accélération de pourparlers politiques afin d'aider à stabiliser ce pays. Le prochain cycle du sommet tripartite aura lieu en Russie, a-t-on indiqué.

IRAK

Six policiers tués dans une attaque imputée à Daech

Six policiers irakiens ont été tués et sept autres blessés lors d'une attaque nocturne attribuée au groupe terroriste État islamique (EI, Daech) à environ 140 km au nord de Bagdad, a annoncé mercredi une source militaire. "Six policiers fédéraux ont été tués et sept autres policiers blessés", a indiqué cette source. "Entre dix et 15 membres de l'EI ont attaqué cet avant-poste de la police fédérale vers minuit et demi (mercredi). L'attaque a duré environ une heure", a-t-elle poursuivi. L'attaque, qui n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, s'est produite dans la zone d'Al-Jillam, une région de la province de Salaheddine où des cellules terroristes sont toujours actives. Les terroristes visent ponctuellement, et souvent de nuit, les effectifs de l'armée et de la police qui y sont déployés, souvent dans des zones rurales. Les autorités irakiennes ont proclamé leur victoire contre l'EI fin 2017.

SRI LANKA

Ranil Wickremesinghe élu président avec le soutien du clan Rajapaksa

Le président par intérim du Sri Lanka, Ranil Wickremesinghe, a été élu mercredi chef de l'État avec le soutien du clan de son prédécesseur Gotabaya Rajapaksa, qui a démissionné la semaine dernière après avoir fui son pays en faillite. M. Wickremesinghe, qui a été six fois Premier ministre, a été désigné chef de l'État à une écrasante majorité par les députés avec 134 voix, contre 82 à son principal adversaire Dulas Alahapperuma et seulement trois pour le candidat de gauche Anura Dissanayake. "Nos divisions sont maintenant terminées", a déclaré ce cacique de la politique sri-lankaise de 73 ans, dans un discours prononcé devant le Parlement juste après son élection. Il devrait officiellement prêter serment jeudi, selon le bureau du président du parlement. Le nouveau président a évoqué une cérémonie simple dans le bâtiment du Parlement, placé mercredi sous l'étroite surveillance de centaines de soldats et de policiers. M. Wickremesinghe, dont l'ambition de toute une vie est ainsi consacrée, a bénéficié du soutien du SLPP, le parti des Raja-

paksa, le premier parti au parlement en nombre de sièges. L'ancien président Mahinda Rajapaksa, frère aîné de Gotabaya et chef du clan familial, est toujours dans le pays et, selon des sources du parti, a exercé des pressions sur les députés pour qu'ils soutiennent M. Wickremesinghe. Aussitôt élu, le nouveau président a appelé M. Alahapperuma, 63 ans, à le "rejoindre afin de travailler ensemble pour sortir le pays de la crise". Il hérite d'un pays de 22 millions d'habitants ravagé par une crise économique catastrophique qui provoque des pénuries d'aliments, de médicaments et de carburants. L'île, qui a fait défaut en avril sur sa dette étrangère de 51 milliards de dollars, n'a même plus assez de devises pour financer ses importations essentielles, et espère un plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI). M. Wickremesinghe, élu pour la période restante du mandat de M. Rajapaksa, qui se termine en novembre 2024, doit maintenant choisir un Premier ministre pour former un nouveau gouvernement.

PAKISTAN

Plus de 50 morts et disparus dans le naufrage d'un bateau

Le bilan du naufrage d'un bateau transportant les invités d'un mariage en début de semaine au Pakistan est monté mercredi à plus de 50 morts et disparus, les autorités locales ayant abandonné tout espoir de retrouver d'autres survivants. Le bateau surchargé, qui transportait une centaine de membres d'une même famille, s'était renversé lundi en traversant le fleuve Indus, aux eaux gonflées par une tempête, dans le district de Sadiqabad, dans la province du Pendjab. Les corps de 26 personnes - la plupart des femmes et enfants - ont été retrouvés, mais autant sont portées disparues et présumées mortes. "Cela fait plus de 48 heures depuis l'accident, donc il n'y a aucune chance de trouver des survivants", a déclaré Kashif Nisar Gill, un porte-parole de l'administration du district. La plupart des survivants sont des hommes qui ont réussi à nager jusqu'au rivage, a précisé M. Gill.

APRÈS LA FERMETURE DU STADE DU 5-JUILLET

Les clubs de la capitale dans l'embarras

Comme tout le monde le sait, l'Algérie s'apprête à accueillir le championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux "CHAN" en début d'année prochaine (2023), ce qui a nécessité le lancement de plusieurs chantiers au niveau des différents stades concernés par cet évènement sportif.

Mais dans tout cela, les clubs d'Alger sont très touchés par ces travaux au moins pendant la première moitié de la saison footballistique (2023/2022), qui débutera le 25 août prochain. En effet, tous les clubs de la capitale, notamment ceux évoluant parmi l'élite au nombre de quatre (MCA, USMA, CRB et PAC) sont dans l'embarras. Ils se lancent tous à la recherche de stade pour accueillir leurs adversaires la saison prochaine, aussi bien en championnat qu'en coupes africaines pour le CRB et l'USMA qui sont engagés respectivement en Ligue des champions et coupe de la CAF.

L'annonce, en ce début de semaine par la direction du stade du 5-juillet de la fermeture de cette enceinte footballistique a totalement faussé les plans des équipes de la capitale, en particulier les deux for-



Phs : DR

mations concernées par les épreuves continentales, sachant que seul le stade du 5-juillet et celui de Mustapha-Tchaker de Blida sont homologués par la CAF pour abriter des rencontres internationales.

D'ailleurs, la direction du CRB était la première à avoir sollicité son homologue du 5-juillet pour accueillir ses adversaires en championnat et en coupe d'Afrique dans le grand stade de la capitale. Mais elle a reçu une réponse négative, au moment où son stade du 20-août n'est même pas apte pour abriter ses rencontres de championnat en présence du public, et ce, en raison des

réserves émises par les services du CTC.

La même mesure est également prise aux stades de Bologhine et de Kouba qui ne sont pas autorisés aussi à accueillir les spectateurs, ce qui constitue un handicap de taille pour l'USMA, habituée à recevoir ses antagonistes sur le terrain du vieux stade de Saint Eugène. Face à ce problème de taille, il ne reste aux clubs de la capitale que de logner deux stades où ils peuvent programmer leurs rencontres en présence de leurs fans. Il s'agit des stades communaux de Dar El Beida et de Rouiba. Cependant, les responsables de ces deux stades refusent pour le

moment que ces équipements soient ouverts au public vu leur emplacement en plein milieu d'habitations.

Aussi, les deux stades ne sont pas homologués pour abriter des rencontres internationales, sachant que les clubs algériens concernés par les compétitions continentales débiteront l'aventure en septembre prochain.

C'est à s'interroger donc où ces clubs vont recevoir leurs adversaires, à moins qu'ils optent tous pour le nouveau stade d'Oran en attendant la livraison, dans les prochains mois, du nouveau stade de Baraki.

Hakim S.

FACE À L'ÉVENTUALITÉ DE RETIRER À LA GUINÉE L'ORGANISATION DE LA CAN-2025

Cinq atouts plaident pour l'Algérie

Que de bruit court ces dernières semaines sur l'éventualité de voir la Confédération africaine de Football (CAF) retirer l'organisation de la phase finale de la CAN-2025 à la Guinée, surtout à cause du retard accusé dans le lancement des projets des équipements footballistiques concernés par le rendez-vous.

Dans la foulée, Plusieurs pays ont été pressentis pour succéder à la Guinée dans l'organisation de cet évènement continental, à l'instar de l'Algérie qui revient en force pour accueillir des évènements sportifs au cours de la période récente.

Les observateurs estiment d'ailleurs que l'Algérie dispose de pas moins de cinq atouts qui lui permettent de postuler à l'organisation de l'évènement pour la deuxième fois de son histoire après avoir organisé l'édition de 1990 à Alger et Annaba.

Le premier atout qui consolide une éventuelle candidature algérienne pour abriter la CAN-2025, si l'organisation est retirée de la Guinée, à trait aux infrastructures dont le pays s'est doté en matière de stades et de centres d'entraînement modernes, comme le stade olympique Miloud Hadfi à Oran, qui a accueilli la dernière édition des Jeux Méditerranéens et a admiré par les participants.

Aussi, l'Algérie s'apprête à réceptionner pas moins de trois autres stades aux normes internationales, à savoir, Baraki, Douéra et Tizi-Ouzou, sans oublier les travaux de modernisation que subissent les stades de Constantine, Blida et Annaba.

Ce qui plaide aussi en faveur de l'Algé-



rie dans ce dossier est l'attitude des plus hautes autorités du pays en affichant une grande volonté pour organiser des évènements sportifs de haute facture, comme ce fut le cas récemment à l'occasion de la 19ème édition de les Jeux Méditerranéens tenue à Oran et pour laquelle l'État algérien à mobilisé de gros moyens à tous les niveaux comme ont tenu du reste à le souligner les responsables du Comité international de ces jeux eux mêmes.

D'ailleurs, lors de l'audience qu'il a accordée en début de semaine au président de la CAF, Josep Motsepe, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a clairement montré la disponibilité de l'Algérie pour contribuer dans la progression du football africain.

Il faut dire que même la première instance footballistique continentale ne devrait pas s'opposer au retour de la CAN en Afrique du Nord qui a été privée de cet évènement depuis plusieurs années. Lors des 22 ans dernières années, les pays de cette région n'ont accueilli la CAN que

deux fois, en Tunisie et Égypte (2004 et 2006 respectivement), contre 9 éditions déroulées en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Sud pendant cette même période, en attendant la prochaine édition qui aura lieu en Côte d'Ivoire. Cela se passe au moment où la CAN a été retirée de deux pays nord africains à savoir la Libye en 2013 à cause de la situation sécuritaire instable qui y prévalait à l'époque et le Maroc en 2015 en raison de la propagation du virus Ebola.

En tout cas, l'Algérie aura l'occasion de confirmer sa valeur et sa capacité à accueillir la Coupe d'Afrique des Nations 2025, à travers la prochaine édition du championnat d'Afrique des joueurs locaux "CHAN", que le pays abritera au début de l'année prochaine (2023), et qui sera une répétition générale en prévision d'une éventuelle organisation de la CAN-2025, et un message à la « CAF » que le pays dispose de tous les équipements logistiques qui permettent d'organiser l'une des meilleures copies de la messe footballistique continentale.

Cinquième atout de l'Algérie est liée à l'engouement populaire pour le football en particulier et le sport en général. Cela s'est d'ailleurs vérifié lors des précédents jeux méditerranéens à Oran qui ont été marqués par une affluence record dans tous les stades et salles sportives, contribuant grandement à la réussite de cette édition oranaise pendant laquelle l'Algérie a placé la barre très haute.

H. S.

LES
T
R
O
B
S

ORAN. AGRICULTURE

Vers l'extension de la superficie des agrumes dans la wilaya

Le conseil interprofessionnel de la filière agrumes compte étendre la superficie réservée à travers la wilaya d'Oran à cette filière à 900 hectares, durant les cinq prochaines années afin d'assurer une disponibilité de cette variété de fruits sur le marché tout au long de l'année, a-t-on appris, mardi, du président du conseil, Derbal Mohamed Boukerroucha.



Le conseil vise à étendre la superficie des agrumes, actuellement estimée à environ 400 hectares, au cours des cinq prochaines années, selon ce responsable, en marge d'une rencontre de sensibilisation et de formation sur la prévention des maladies des agrumes qui les affectent et les méthodes de fertilisation, organisée au niveau de l'exploitation agricole "Colonel Lotfi" dans la commune de Misserghine. Ce programme comprend la plantation, chaque année, de 100 hectares de différentes variétés d'oranges, notamment la Clémentine pour laquelle la région de Misserghine est célèbre. Il y a trois ans, le

conseil et l'association "Clémentine de Misserghine" ont déposé un dossier pour la labellisation de cette variété d'orange, qui lui permet d'être exportée, a ajouté M. Boukerroucha. La mise en œuvre de ce projet nécessite le soutien des autorités locales, sachant que chaque arbre coûte environ 500 000 DA et nécessite également la fourniture de l'eau, selon le président du conseil. Il a indiqué dans le même contexte que les deux puits dont ont bénéficié les producteurs d'agrumes ne permettent pas l'extension des

superficies agrumicoles. Cette rencontre de sensibilisation, qui a vu la présence des techniciens de la station régionale de protection des végétaux et des représentants de la chambre de wilaya de l'agriculture, ainsi que de la direction des services agricoles, était une opportunité pour les producteurs d'agrumes de connaître les maladies affectant cette variété de fruits et les méthodes de prévention. Dans ce cadre, la directrice de la station régionale de protection des végétaux de Misserghine, Chaber Dalila, a

appelé les producteurs d'agrumes à prendre les précautions nécessaires contre la mouche des fruits, connue scientifiquement sous le nom de « Cératite », un insecte nuisible pouvant causer des dommages aux fruits des agrumes. Durant la rencontre, des explications ont été fournies sur l'utilisation rationnelle des engrais et la période de leur utilisation, ainsi que la quantité nécessaire, sachant qu'un surplus d'engrais peut provoquer des maladies dans les champs d'agrumes, a-t-on signalé.

BORDJ BOU-ARRERIDJ. INVESTISSEMENT

Entrée en activité de 125 nouvelles entreprises

Plus de 125 nouvelles entreprises sont entrées en activité dernièrement dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj dans le cadre de la stratégie d'élimination des entraves administratives devant les investisseurs sérieux et l'instauration d'un climat favorable à l'investissement, a indiqué mardi le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek. Dans une déclaration de presse en marge de son inspection d'unités industrielles et exploitations agricoles, le wali a indiqué qu'un total de 125 entreprises nouvelles sont entrées en activité dernièrement et 118 entreprises ont obtenu l'autorisation d'exploitation permanente après la décision de régularisation avec octroi d'autorisations exceptionnelles pour

certaines entreprises pour démarrer leur activité tout en poursuivant les procédures de régularisation finale. L'entrée en activité de ces entreprises en application des orientations du président de la République Abdelmadjid Tebboune relatives à la levée des entraves administratives devant les investisseurs a réduit le taux de chômage à 10 % actuellement contre 13 % l'année précédente, a affirmé le wali qui a exprimé sa détermination à accompagner les investisseurs et éliminer les écueils rencontrés en vue de ramener d'ici fin 2022 le taux de chômage à 7 %. Plus de 10.000 emplois seront générés dans le secteur privé avant la fin de l'année en cours après le démarrage des activités des nouvelles entreprises et

unités industrielles, a ajouté le même responsable. Lors de son inspection d'une exploitation agricole à la sortie Est de la ville de Bordj Bou Arreridj, M. Benmalek a assuré qu'outre sa vocation industrielle, la wilaya de Bordj Bou Arreridj est aussi une wilaya agricole par excellence affirmant que 94 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité, 106 autres le seront avant la fin de l'année en cours en plus de la délivrance de 600 autorisations de fonçage de puits. Ces actions visent, a-t-il assuré, à encourager l'extension et la diversification des exploitations agricoles et l'amélioration des rendements des filières céréalière, oléicole et d'élevage ovin et bovin.

MOSTAGANEM. DSA

Une production de plus de 4,6 millions de quintaux de légumes

Plus de 4,6 millions de quintaux de divers légumes saisonniers et primeurs ont été produits dans la wilaya de Mostaganem au cours de la campagne agricole 2021-2022, a-t-on appris, mardi, de la direction locale des services agricoles. La même source a expliqué que la récolte des diverses cultures des champs et des cultures protégées (serres), dans le cadre des deux campagnes saisonnières et précoces, a atteint, jusqu'à présent, 4 millions et 674 000 quintaux. Dans le cadre de la campagne saisonnière, plus de 3,3 millions

de quintaux de pommes de terre de saison ont été produits, après la récolte de 11.000 hectares de terres agricoles cultivées consacrés à cette filière vitale, qui représente 100% de la superficie totale ciblée cette année. Cette quantité s'ajoute à la récolte de semences de pommes de terre estimée à 75.000 quintaux de semences qui seront destinées à couvrir les besoins des agriculteurs lors de la campagne de plantation tardive. Au cours de cette période, les agriculteurs ont récolté 366 000 quintaux d'autres légumes de saison, notamment les oignons verts,

les betteraves, les carottes, les haricots verts, le maïs, les artichauts, les petits pois, les navets et les courgettes. La récolte de huit autres grandes cultures est attendue dans les prochains jours, a-t-on indiqué de même source. À ce bilan positif s'ajoute celui, provisoire, des opérations de récolte des légumes protégés (serres), dont la production a dépassé 621 000 quintaux. Il s'agit, entre autre, de 309.000 quintaux de tomates récoltés sur une superficie de 1 079 hectares sur un total de 1 227 hectares alloués à cette activité agricole. La campagne de

récolte des primeurs irrigués et non irrigués a permis la production de 310 000 quintaux de cultures maraîchères, qui ont été plantées sur une superficie totale de 4 160 hectares, ajoute la même source. La production maraîchère de la wilaya de Mostaganem a dépassé, l'an dernier, les 11 millions de quintaux, dont 5 millions de pomme de terre, grâce aux trois campagnes précoces, ainsi que les campagnes saisonnières et tardives, ce qui représente 75% de la production végétale de la wilaya, estimée à 14 millions de quintaux, selon la même source.

BISKRA. DJS

Camps d'été pour plus de 3 500 enfants aux villes côtières

3 500 enfants de la wilaya de Biskra bénéficieront, au titre de la saison estivale de camps de vacances dans des villes côtières du pays, dans le cadre du programme établi par la direction de la jeunesse et des spots (DJS), a-t-on appris mardi auprès de la direction locale du secteur. En marge des préparatifs concernant la première excursion par train au profit de 600 enfants vers les deux camps d'été, programmés dans les wilayas de Jijel et de Béjaïa, le directeur de la jeunesse et des sports, Ahmed Yahiaoui, a précisé qu'un programme a été élaboré au profit d'un nombre important de jeunes et enfants de cette région. M. Yahiaoui a indiqué que le programme de la saison estivale, a été établi par la direction locale de la jeunesse et des sports pour assurer la prise en charge de plus de 3 500 enfants, dont plus de 1 200 enfants inscrits au titre du programme ministériel et des programmes locaux, permettra à ce nombre important d'enfants de profiter de passer de bons moments sur les plages de diverses villes côtières. Il a ajouté que les enfants répartis sur plusieurs groupes pendant la période estivale, seront déplacés par train, dans le cadre de cette initiative considérée comme la première du genre, envers trois (3) camps d'été des régions de Boumerdes, de Jijel et de Béjaïa, soulignant que des activités récréatives et touristiques figurent aussi au programme. Les établissements de jeunes relevant de la même wilaya, ont également pris l'initiative d'organiser des excursions périodiques au profit des enfants, au titre d'un programme visant la prise en charge de cette catégorie en matière de transport vers certaines villes du Nord du pays, en plus de l'ouverture des piscines implantées dans les différentes communes.

CONSTANTINE. PÔLE URBAIN

D'AIN ABID

Relogement de 566 familles

Un total de 566 familles résidant au site précaire de Guattar El-Aïch dans la commune d'El Khroub (Constantine) ont bénéficié mardi de logements décentes réalisés au pôle urbain d'Aïn Abid, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'opération de relogement a ciblé également 14 familles du même site précaire qui ont été relogés au pôle urbain de Masinissa (4 familles) et à la circonscription administratives Ali Mendjeli (10 familles), selon les précisions fournies par les services de la wilaya de Constantine qui ont fait part également de 37 recours formulés devant faire l'objet d'étude dans le cadre des cas sociaux.

Les bénéficiaires ont exprimés leurs joies après avoir quitté les habitations de fortune qu'ils occupaient depuis des années et ont salué les efforts déployés par l'État en matière de logement notamment pour améliorer les conditions de vie des citoyens. L'opération de relogement a été lancée en présence des responsables locaux et des services techniques de la wilaya, de l'Office de promotion et de gestion immobilière OPGI et des communes et dairas d'El-Khroub et d'Aïn Abid. L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions et tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés à cet effet, a-t-on indiqué précisant que parallèlement, il a été procédé à la démolition des constructions précaires du site Guattar El-Aïch en vue de récupérer l'assiette foncière devant servir à la réalisation de projets d'utilité publique.

Le pôle urbain d'Aïn Abid baptisé le 5 juillet 1962 a été réalisé selon les normes requises et a été doté des équipements d'accompagnement nécessaires pour permettre un meilleur cadre de vie au profit de ses habitants.

MOHAMED DIB

Le besoin de nommer et de montrer l'Algérie à la période coloniale

Mohamed Dib, un des fondateurs de la littérature algérienne d'expression française, a trempé sa plume dans le quotidien du peuple algérien colonisé pour affirmer l'identité nationale en introduisant dans le champ littéraire et lui donnant une "existence" dans sa première trilogie publiée avant et pendant la Guerre de libération.



L'auteur de "La grande maison", roman majeur paru en 1952, a œuvré pour affirmer une "existence" algérienne, marginalisée par l'ordre colonial qui l'a réduite à une "population autochtone colonisée et dépourvue de toute civilisation". Auteur prolifique, il a fait son entrée dans l'écriture littéraire en publiant successivement "La grande maison", "L'incendie" en 1954, et "Le métier à tisser" en 1957, une trilogie qui suffira à brosser le tableau de la vie de l'Algérien marginalisé et éprouvé par la misère et les affres du colonialisme. Mohamed Dib avait déclaré, à ce sujet, que les écrits de romanciers français avaient une vision particulière de l'Algérie, une vision qui, pour les Algériens comme lui, "n'avait aucun sens et ne correspondait pas à la réalité". "En tant qu'écrivain algérien, j'ai senti le besoin et le devoir de décrire, de dire cette réalité", avait-il dit dans une interview à une revue littéraire. Comme les écrivains de sa génération dont Mouloud Mammeri, Mouloud Feraoun et, plus tard, Kateb Yacine, Mohamed Dib décrit et dénonce l'hégémonie du système colonial et sa négation à l'encontre du colonisé, marginalisé et meurtri par la faim, la misère, l'analphabétisme et la spoliation. Conscient du rôle que peut jouer la littérature comme arme de revendication, il affirme qu'il "suffisait à l'époque de décrire un paysage algérien pour faire acte de foi et amener l'Algérie à l'existence littéraire". L'universitaire Nadjet Khedda, spécialiste de la littérature algérienne, considère que Mohamed Dib

compte parmi les auteurs qui ont œuvré, par la littérature, à la "la construction d'une identité" algérienne. Né le 21 juillet 1920 à Tlemcen, Mohamed Dib, qui avait déjà exercé plusieurs métiers, notamment enseignant, comptable, dessinateur ou encore fabricant de tapis, a publié son poème "Été" en 1946, dans la revue suisse "Lettres", suivi en 1947 de "Véga" dans la revue "Forge" dirigée à Alger par l'écrivain français Emmanuel Roblès. En 1948, lors d'une rencontre organisée par le mouvement de jeunesse et d'éducation populaire à Blida, il fait la connaissance d'Albert Camus, Jean Sénac et de Jean Cayrol, qui publiera ses premiers romans en France. À la sortie de son roman "La Grande Maison" en 1952, Dib travaille en tant que journaliste à "Alger républicain" et a pour collègue celui qui deviendra le célèbre auteur de "Nedjma", Kateb Yacine. Après le recueil de nouvelles "Au café" (1955), le roman "Un été africain" (1959) et les contes pour enfants "Baba Fekrane" (1959), Mohamed Dib entame un nouveau cycle romanesque avec "La danse du roi" (1968), "Dieu en barbarie" (1970) et "Le maître de chasse" (1973), des romans nourris du vécu de la société algérienne postindépendance. L'auteur gagne encore en notoriété auprès du grand public avec l'adaptation à l'écran de ses romans "La Grande maison" et "L'incendie" en feuilleton télévisé intitulé "El Hariq", réalisé en

1972 par Mustapha Badie. À cette période, Mohamed Dib avait enseigné aux États-Unis et se rendait régulièrement en Finlande pour des travaux de traduction d'écrivains de ce pays nordique.

Ce voyage a donné naissance à une "trilogie nordique" publiée à partir de 1989 avec "Les terrasses d'Orsol", "Neiges de marbre" et "Le sommeil d'Eve". Son œuvre continue de s'enrichir avec des textes pour le théâtre comme "Mille heures pour une gueuse", présentée au Festival du théâtre d'Avignon en France, ou le récit poétique "L'aube d'Ismaël" (1996) adapté récemment sur les planches. Disparu en 2003 à l'âge de 82 ans, Mohamed Dib aura laissé une œuvre foisonnante, considérée comme la "plus importante" de la production littéraire algérienne en langue française. Depuis 2001, un prix littéraire du nom de Mohamed Dib est organisé par l'association culturelle "La Grande Maison", avec le consentement de l'auteur de son vivant, dans le but de promouvoir son œuvre à travers notamment l'organisation d'ateliers d'écriture, de théâtre et de cinéma. À l'occasion du centenaire de sa naissance, une version enrichie de l'ouvrage "Tlemcen ou les lieux de l'écriture", reconstituant l'essentiel de l'univers de l'écriture de Dib qu'il avait lui-même immortalisé en photographies en 1946, a été rééditée en 2020 par l'éditeur algérien "Barzakh".

IL Y A CINQ ANS DISPARAISAIT RACHID ZEGHIMI

Un artiste prolifique, à la créativité foisonnante

Artiste prolifique, à la créativité foisonnante et aux multiples qualités humaines, Rachid Zeghimi a passé près de 50 ans de sa vie à entretenir la gaité et la joie dans le cœur des Algériens, convaincu que le rire et la dérision étaient une thérapie contre toutes formes de pessimisme et de repli sur soi. Né le 20 octobre 1945, Rachid Zeghimi avait manifesté dès son jeune âge des penchants prononcés vers la pratique du 4e Art, encouragé par Lahacene Bencheikh Lefgoun, un des pionniers du théâtre à Constantine, il avait entamé sa carrière au sein de l'association "El-Amel El-masrahi", avant de constituer avec Hassan Benzerari et Salah Adjabi la troupe "B'halil", où il avait campé des rôles dans des œuvres comiques. Très vite adopté par le public, Rachid Zeghimi, résolument versé dans le registre de la comédie, vivait alors au rythme d'une créativité ininterrompue, en perpétuel renouvellement, qui repercutait sur les planches, puis à la télévision, les travers de la

société. Avec son talent singulier de comédien au jeu à la limite du burlesque, qui forçait le trait sans jamais surjouer, il avait brillamment réussi à traiter sur les planches comme sur le petit écran, plusieurs thématiques en lien avec les différents problèmes du quotidien. Restituant judicieusement dans le rire et la dérision, le quotidien de ses compatriotes, Rachid Zeghimi entendait cultiver chez le récepteur ce sentiment de résilience qui ferait rire de sa condition, mais inciterait à aller toujours de l'avant sans jamais baisser les bras. Cette philosophie réparatrice et surtout persuasive, est visible dans toutes les productions auxquelles avait pris part Rachid Zeghimi, "El-Fennanin", "Zawaj, zawaj", "Saymine", "Aâsab wa awtar", longue saga de la station régionale de la Télévision de Constantine, qui avait débuté en 1979, "Rih tour", "Mani Mani" et "Ness Mlah City" notamment. "Honnête", "sincère" et "idéaliste", Rachid Zeghimi avait confié avec regrets, quelques jours avant son décès à nombre de

ses amis comédiens, qu'il avait encore beaucoup d'idées et plusieurs projets à mettre en œuvre qui porteraient les ambitions de son public, tous ces gens qui ont bien saisi la pertinence de son art, entière-

ment et généreusement dédié à la promotion de la culture algérienne. Sa disparition à l'âge de 72 ans, survenue le 19 juillet 2017 a provoqué une vive émotion dans le milieu du théâtre et de la télévision.

MUSIQUE

J-Hope, un ex de BTS, clôturera le Lollapalooza Festival de Chicago

La star de la K-Pop et ancien membre du groupe sud-coréen BTS montera sur la scène principale de l'un des plus grands rendez-vous musicaux américains, le 31 juillet. J-Hope, ancien membre du groupe de K-Pop BTS, s'offre la clôture du Lollapalooza à Chicago le 31 juillet sur la scène principale, ont annoncé Live Nation Entertainment, les organisateurs. C'est la première fois qu'un artiste sud-coréen est la tête d'affiche d'un grand festival américain. À 28 ans, le chanteur a fait ses débuts avec BTS - abréviation de l'expression coréenne «Bangtan Sonyeondan», ou «Bulletproof Boys» - en 2013. Cinq ans plus tard, J-Hope sort Hope World, son premier album en solo. Cette annonce intervient un mois après que les sept membres du groupe ont décidé de faire une pause pour se consacrer à des projets solos. Live Nation Entertainment annonce également que les cinq membres du groupe sud-coréen Tomorrow X Together (TXT) monteront pour la première fois sur la scène du Lollapalooza le 30 juillet. Dans un communi-

qué, Perry Farrell, le fondateur du festival a souhaité la bienvenue à ces artistes dans la «famille Lollapalooza». «Leur public mondial parle différentes langues mais possède une passion intense pour leur musique... Ce sont les superstars du phénomène mondial de la K-Pop.» a-t-il déclaré.

Le rappeur, auteur, compositeur et danseur J-Hope a été le troisième à rejoindre BTS après RM et Suga. En 2018, Hope World est monté jusqu'à la 38e place du Billboard 200. Il devient ainsi l'artiste coréen solo le mieux placé dans le classement des albums américains de l'année. Néanmoins, son succès n'est pas comparable à celui de BTS. Le groupe le plus vendu de l'histoire de la Corée du Sud - 30 millions de disques écoulés - est une des rares formations depuis les Beatles dans les années 1960 à avoir enregistré quatre albums numéro un aux États-Unis en moins de deux ans. Le festival Lollapalooza se déroule du 28 au 31 juillet au Grant Park de Chicago. C'est un des principaux rendez-vous musicaux annuels américains.

CINÉMA

Le réalisateur américain Tim Burton Prix Lumière 2022

Le réalisateur, scénariste et producteur américain Tim Burton, 63 ans, recevra le Prix Lumière lors de la 14e édition du Festival Lumière, qui se déroulera du 15 au 23 octobre à Lyon, ont annoncé mercredi ses organisateurs. Le Prix Lumière a été créé en 2009 par l'Institut Lumière - dirigé par Bertrand Tavernier jusqu'à sa mort en mars 2021 - pour célébrer une personnalité pour l'ensemble de son œuvre et le lien qu'elle entretient avec l'histoire du cinéma.

Le Californien va succéder à la cinéaste néo-zélandaise Jane Campion en 2021, aux frères Dardenne en 2020 et à son compatriote Francis Ford Coppola en 2019. "C'est un visionnaire, un styliste et un artiste qui a offert au cinéma mondial un univers d'une cohérence rare et d'un impact esthétique sans précédent dans la culture populaire", explique dans un communiqué la direction du festival international de cinéma.

"Cet automne, Lumière 2022 proposera donc une plongée au pays des merveilles quelque part entre l'Americana et ses légendes, l'Angleterre victorienne, les mégapoles futuristes et les lotissements de banlieue, en compagnie des héros, des monstres, des héros monstrueux ou des monstres héroïques du monde de Tim Burton", ajoute-t-elle. Adeptes du fantastique et influencé par Edgar Allan Poe, cette "véritable rock star du 7e art", selon le festival, a livré plusieurs perles de cinéma en 35 ans de carrière: de "Batman" à "Dumbo" en passant par "Bettle Juice", "Edward aux mains d'argent", "Big Fish", "Sleepy Hollow", "Alice aux pays des merveilles" ou encore "Mars attacks".

Burton a tourné avec une pléiade d'acteurs, dont les fidèles Michael Keaton, Johnny Depp - qu'il a dirigé à huit reprises - et Helena Bonham Carter, son ex-compagne et mère de ses deux enfants. Sa longue collaboration avec le compositeur Danny Elfman, qui écrit pour lui quelques-uns des plus beaux thèmes du cinéma contemporain, a contribué à forger la légende Burton, souligne encore la direction du Festival Lumière. Il recevra la récompense le 21 octobre. Le Prix Lumière est remis à Lyon, ville de naissance du Cinématographe Lumière, et est devenu avec les années l'un des prix les plus prestigieux reconnus par la profession et la presse internationale.

Le prix a été notamment attribué à Jane Fonda, Wong Kar-wai, Catherine Deneuve, Martin Scorsese, Pedro Almodóvar, Quentin Tarantino, Ken Loach, Gérard Depardieu, Milos Forman ou Clint Eastwood.



HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 21 JUILLET 2022 - PRIX : AS TU VU - TROT ATTELE
DISTANCE : 2 600 M - DOTATION : 400 000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Celui qui bat Colibri du Vivier gagne l'épreuve

Ce jeudi 21 juillet on revient avec la grosse cylindrée du trot attelé ouvert, recule de 25 mètres par tranche de 260 000 dinars cumulé en gains et places depuis janvier passé. C'est toujours les mêmes concurrents qui sont en piste, mais ces calculateurs veillent bien à ce que l'arrivée, soit un peu tordue. Bref, cela dit, nous avons retenu pour les éléments habitués à ce genre d'exercice, nous pensons notamment à Colibri du Vivier, Eclaire de l'Elle, Eliseo Dairpet, Dune Mesloise et Unghai

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVER	DIST	ENTRAÎNEURS
MME H. DIREM	1	DRAGA D'ALOUATTE	Y. BELHABCHIA	2600	PROPRIÉTAIRE
H. DIREM/Y. MEZIANI	2	DELINÉ GALBE	H. DIREM	2625	Y. MEZIANI
H. GUEROUI	3	AYANNA D'OGER	MS. CHAOUCHE	2625	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	4	FANCY FREE	S. FOUZER	2625	PROPRIÉTAIRE
H. BOUBAKRI	5	UGO DE LA MARCHE (0)	ABM. BOUBAKRI	2625	ABM. BOUBAKRI
AM. BENDJEKIDEL	6	ELISEO DAIRPET (0)	AL. BENDJEKIDEL	2625	AL. BENDJEKIDEL
L. BOUDJEMAA	7	CACTUS D'YVEL (0)	N. TIAR	2625	B. SLIMI
MME H. DIREM	8	ECLAIRE DE L'ELLE	M. BENCHOUK	2625	PROPRIÉTAIRE
A. AZZOUZ	9	UNGHAI	N. TARZOUT	2625	N. TARZOUT
MME H. DIREM	10	COLIBRI DU VIVIER (0)	A. BENHABRIA	2625	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	11	DUNE MESLOISE (0)	A. BENAYAD	2650	PROPRIÉTAIRE
R. MEZIANI	12	VIEUX COPAIN (0)	N. HADDOUCHE	2675	N. HADDOUCHE

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. DRAGA D'ALOUATTE. Rien à voir.

2. DELINÉ GALBE. Rien à voir.

3. AYANNA D'OGER. Pas avec ce lot. À revoir.

4. FANCY FREE. Elle s'entend bien avec son driver fétiche S. Fouzer. Elle peut décrocher un accessit.

5. UGO DE LA MARCHE. Au mieux, il va courir tout juste pour une cinquième place.

6. ELISEO DAIRPET. Il va se plaindre sur ce parcours, il aura

largement sa place.

7. CACTUS D'YVEL. Il peut faire parti des prétendants aux places. Il possède quand même d'assez bons atouts en mains. À reprendre.

8. ECLAIRE DE L'ELLE. On ne peut le juger sur sa dernière sortie où il a été un peu malheureux. Au départ, il va se racheter ici. À reprendre.

9. UNGHAI. Ce vieux guerrier est toujours fidèle on peut lui accorder notre confiance pour un accessit. À suivre.

10. COLIBRI DU VIVIER. À 2625

mètres, il se montre archi-favori. Je ne vois pas qui peut le battre.

11. DUNE MESLOISE. Cette trotteuse n'est plus à présenter. Elle est capable de tout, cette fille de oiseau de feu, bien sûr qu'on ne peut compter sans elle.

12. VIEUX COPAIN. Je crains que ce vieux routier de treize ans, n'aura pas la tâche facile en partant à 2675 mètre. Outsider lointain.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

10. COLIBRI DU VIVIER - 6. ELISEO DAIRPET - 8. ECLAIRE DE L'ELLE - 9. UNGHAI - 11. DUNE MESLOISE

LES CHANCES

7. CACTUS D'YVEL - 4. FANCY FREE

Une cellule de veille pour suivre les préoccupations des voyageurs de et vers l'Algérie



Le ministère des Transports a annoncé la mise en service d'une cellule de veille chargée du suivi des préoccupations des citoyens relatives au voyage de et vers l'Algérie. C'est dans le cadre de l'amélioration du service public, de la prise en charge des difficultés relatives à l'acquisition des billets d'avion et du suivi des préoccupations des citoyens relatives au voyage à destination et en provenance d'Algérie, le ministre des Transports informe, dans un communiqué, « la mise en service d'une cellule de veille et de suivi, au niveau de ses services, qui se chargera d'enregistrer et traiter les doléances de ces citoyens ». Ainsi, les citoyens concernés peuvent prendre attache avec cette cellule 24/24h, 7/7, et ce, via l'adresse électronique celluledeveille@mt.gov.dz ou le numéro de téléphone 00213 2305 9342

96 décès en une semaine de la Covid-19 en Tunisie

Quelque 96 morts supplémentaires et 27 340 nouvelles contaminations par la Covid-19 ont été enregistrés entre le 11 et le 17 juillet en cours en Tunisie, sur un total de 59 297 tests réalisés, soit un taux de positivité de 46,10% contre 5,63% en mai dernier, a rapporté, mardi, l'agence de presse tunisienne TAP, citant un communiqué du ministère de la Santé. Selon le dernier bilan publié mardi par le ministère de la Santé, depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020, 1114370 cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés dont 28 942 décès et 1071925 rétablissements. D'après le même bilan, au cours de cette 28ème semaine de l'année, 311 nouvelles hospitalisations ont été enregistrées dans les établissements de santé publics et privés.

Des archéologues étrangers entament des travaux d'expertise sur la structure du Mausolée Medghassène (Batna)

Des travaux d'expertise et d'analyse sur la structure du mausolée royal numide Medghassène, situé dans la commune de Boumia (30 km à l'Ouest de Batna), ont été engagés mardi par une mission archéologique étrangère, a-t-on appris du directeur de wilaya de la culture Omar Kebbour. L'opération, de deux jours menée dans le cadre d'une convention cadre entre l'Algérie et les Etats-Unis, porte sur la protection, la sécurisation et la restauration du patrimoine culturel, notamment les tombeaux royaux numides dont Medghassène, a indiqué à l'APS le responsable de wilaya de la culture. Deux experts, de nationalité italienne, ont entamé leur travail, au niveau de la base de la structure du mausolée en présence de représentants locaux du secteur de la culture et des arts, après l'ouverture de la pièce funéraire en contrebas du tombeau et la mobilisation des moyens nécessaires permettant de faciliter l'opération afin de



connaître l'état actuel de la structure du monument, selon la même source. Cette expertise devra déterminer la nature de l'intervention à effectuer pour protéger et sécuriser ce monument, a ajouté Kebbour. Pour

connaître l'état actuel de la structure du monument, selon la même source. Cette expertise devra déterminer la nature de l'intervention à effectuer pour protéger et sécuriser ce monument, a ajouté Kebbour. Pour

rappel, une étude diagnostic détaillée avait été effectuée sur le monument, en deux étapes, dans le cadre du programme de partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. Cette initiative était inscrite dans le cadre du programme d'appui et valorisation du patrimoine culturel en Algérie financé par l'Union européenne Euro-Med adopté en novembre 2012. Elle avait porté sur des actions de restauration de parties des trois sites archéologiques du mausolée Medghassène (Batna), du palais Ahmed Bey (Constantine) et la Casbah d'Alger. Le mausolée royal de Medghassène est l'un des plus anciens monuments d'Afrique du nord, ont fait savoir les experts en archéologie.

Arrestation de quatre trafiquants de stupéfiants à Hussein Dey (Alger)



Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la 6e sûreté urbaine et la Brigade de la police judiciaire à la sûreté de la circonscription administrative d'Hussein Dey ont arrêté quatre trafiquants de stupéfiants et saisi une quantité de psychotropes, a indiqué hier un communiqué de ces services. Cette opération, qui a été supervisée par le parquet territorialement compétent, s'est soldée par "l'arrestation de quatre individus, en flagrant délit d'échange d'une quantité importante de psychotropes contre une somme d'argent", selon la même source. Les suspects sont des repris de justice, âgés entre 28 et 30 ans, précise le communiqué. Lors de cette opération, les éléments de la police ont saisi plus de 1.300 comprimés psychotropes, un montant de plus de 200.000 DA, deux véhicules utilisés pour le transport et la distribution des substances ainsi que quatre téléphones portables".

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la 6e sûreté urbaine et la Brigade de la police judiciaire à la sûreté de la circonscription administrative d'Hussein Dey ont arrêté quatre trafiquants de stupéfiants et saisi une quantité de psychotropes, a indiqué hier un communiqué de ces services. Cette opération, qui a été supervisée par le parquet territorialement compétent, s'est soldée par "l'arrestation de quatre individus, en flagrant délit d'échange d'une quantité importante de psychotropes contre une somme d'argent", selon la même source. Les suspects sont des repris de justice, âgés entre 28 et 30 ans, précise le communiqué. Lors de cette opération, les éléments de la police ont saisi plus de 1.300 comprimés psychotropes, un montant de plus de 200.000 DA, deux véhicules utilisés pour le transport et la distribution des substances ainsi que quatre téléphones portables".

L'embargo américain sur Cuba porte un coup dur à la production de médicaments

Les sanctions américaines contre Cuba nuisent à la production de médicaments du pays insulaire, a déclaré Tania Urquiza, vice-présidente du groupe pharmaceutique cubain BioCubaFarma. Le blocus américain restreint l'accès de Cuba aux matières premières, fournitures, pièces détachées et réactifs qui sont nécessaires pour la production nationale de médicaments. La politique unilatérale des Etats-Unis a créé un siège financier contre l'île et mis en place un groupe de transporteurs maritimes qui refuse de travailler avec Cuba. Le pays des Caraïbes doit importer plus de 10.000 sortes d'intrants pour garantir la production nationale de médicaments, dont quelque 5.000 réactifs. BioCubaFarma produit quelque 1.000 médicaments, dont 80% sont utilisés par le système public de soins sanitaires. Les priorités cubaines en matière de production médicale sont l'hémodialyse, les sérum, ainsi que le traitement pour les patients gravement malades et celui des maladies chroniques et non transmissibles.

Saisie de plus de 17 000 comprimés psychotropes à Tiaret

Les services des Douanes ont saisi plus de 17.000 comprimés psychotropes de type Pregabaline (300 mg) à Sougueur (W. Tiaret), a indiqué, mardi, un communiqué de la direction générale des Douanes. Dans le cadre de "la poursuite des efforts incessants déployés sur le terrain par les services opérationnels des brigades des Douanes dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de contrebande, notamment le trafic de psychotropes, les agents de la brigade douanière polyvalente de Sougueur, relevant territoriale-



ment des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes de Tiaret ont saisi 190

comprimés psychotropes de type Pregabaline (300 mg) qui étaient soigneuse-

ment dissimulés dans un véhicule utilitaire", lit-on dans le communiqué. L'opération s'inscrit "dans le cadre des missions de protection des services des Douanes mobilisés 24h/24h pour garantir la sécurité et la stabilité du pays et protéger le citoyen contre tout ce qui menace sa santé et sa sécurité", conclut la même source.

MISE

AUX POINGS

«Lorsque j'étais en Espagne, je pensais que ces terroristes étaient des militants avec des principes, et ce n'est qu'une fois en France, où j'ai été en contact direct avec des éléments de +Rachad+ et avec +Amir DZ+ que j'ai compris la supercherie et qu'il s'agissait en fait d'agents et de traîtres»

Le terroriste détenu Mohamed Azouz Benhalima



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -

Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

AU MOMENT OÙ LE CHEF DE L'ARMÉE SIONISTE CIRCULE AU MAROC Israël bloque des milliers de Palestiniens au point de passage entre la Jordanie et la Cisjordanie occupée

Des milliers de Palestiniens sont coincés depuis quelques jours « dans des conditions catastrophiques » au pont du roi Hussein, le terminal de passage de frontière entre la Cisjordanie occupée et la Jordanie, en raison des restrictions d'accès à cet endroit imposées par les autorités de l'occupation sioniste, ont rapporté hier des médias.

Ce pont est la seule porte de sortie vers le reste du monde et le seul endroit d'où les Palestiniens peuvent revenir chez eux. Depuis quelques jours, le terminal de passage de frontière entre la Cisjordanie et la Jordanie occupée, l'entité sioniste, « est complètement engorgée » et des milliers de Palestiniens « sont en effet coincés, dans l'impossibilité de rentrer chez eux » en raison de la surpopulation extrême aux frontières et la politique de restriction du mouvement des Palestiniens par l'occupant israélien. Alors que le chef d'état-major sioniste, l'assassin des Palestiniens, le général Aviv Kochavi, circule librement sous escorte de ses services militaires et marocains, dans de prestigieux palaces et édifices de Rabat, ou les responsables marocains lui ont déroulé le tapis rouge, refusant de se plier à la volonté populaire marocaine contre la normalisation, les Palestiniens de Ghaza sont sous embargo depuis 15 ans, les agressions sionistes s'intensifient et des milliers sont coincés, depuis quelques jours au terminal de passage de frontière entre la Cisjordanie occupée et la Jordanie. Il faut dire que la course de la normalisation avec Israël n'a pas été pour amener l'entité sioniste à renoncer à sa politique coloniale d'extension de ses colonies, d'agressions des Palestiniens et des lieux Saints de la ville d'El-Qods occupée, d'assassinats et d'arrestations de Palestiniens, de destruction des villages palestiniens, comme l'ont et continuent de la chanter les soutiens à l'entité sioniste, dont le Maroc. Ce dernier s'est illustré parmi les pays ayant normalisé leurs relations avec Israël, par la signature d'ac-



cords stratégique militaire et de sécurité avec l'armée sioniste, en recevant en grandes pompes ses généraux assassins des Palestiniens, des Libanais et Syriens » comme le rappellent les manifestants marocains dans leurs actions de rue contre la politique étrangère du Roi Mohamed VI et son Makhzen, sous la supervision du sioniste Andey Azoualy, l'ex-conseiller du Roi Hassen II. Alors que le peuple marocain souffre le martyr, de la sécheresse, de la pauvreté, de la soif qui plane sur le peuple marocain, selon les alertes d'experts de ce pays, l'invité sioniste du roi Mohamed VI et de ses sujets le général Aviv Kochavi, profite de l'air climatisé et des coulées d'eau fraîche dans la résidence qu'il lui a été réservée, les passagers palestiniens, selon les vidéos circulant sur les réseaux sociaux et les messages sur Twitter décrivent des scènes d'horreur, de centaines de palestiniens « dorment aux abords du terminal, d'autres qui s'évanouissent, à cause de la chaleur suffocante, dont des enfants, victimes d'insolation et d'extrême fatigue à cause de longues journées d'attente. Les Palestiniens dignes comme leur habitude, ne perdent pas de vue que l'entité sioniste cherchant par tous les moyens à humilier le Palestinien, dénoncent cette « situation qui est la conséquence directe

de l'occupation sioniste de la Palestine ». Il est à rappeler, que plus de 3 millions et demi de Palestiniens de Cisjordanie occupée n'ont pas d'accès à un aéroport et pour rentrer, en Cisjordanie, il « leur faut arriver à l'aéroport d'Amman, en Jordanie, se diriger vers la frontière puis traverser via ce terminal » qui fonctionne selon le bon vouloir d'Israël qui l'use comme carte de pression sur les Palestiniens. Selon des sources palestiniennes, environ 7.000 passagers traversent le pont chaque jour et depuis, « les Palestiniens accusent l'entité sioniste de limiter la traversée à 4.000 personnes par jour en ce moment » rapportent des médias palestiniens et jordaniens, indiquant que « le terminal n'est plus ouvert que 13 heures par jour, et seulement 5 heures les vendredi et samedi ». Dans ce contexte, le Premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh, a déclaré mardi qu'une coordination était en cours avec la Jordanie « pour forcer l'occupant israélien à ouvrir le point de passage 24 heures sur 24 afin d'alléger les souffrances des palestiniens ».

Karima Bennour

DIRECTIONS DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE Fin de fonction pour trois responsables

Trois cadres relevant du secteur de l'Agriculture, qui occupaient des postes de responsabilité à la tête des directions relevant de ce secteur, ont été limogés, hier, selon un communiqué du département ministériel de Mohamed Abdelhafid Henni. Il s'agit de la directrice du foncier agricole, du directeur général de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) et du directeur général de l'Office de Développement de l'Agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), précise le communiqué.

R. N.

À LA DEMANDE DE LA DÉFENSE Le procès de Mohamed Loukal reporté

Le pôle pénal financier et économique près le tribunal de Sidi M'hamed à Alger a reporté à la semaine prochaine le procès de l'ancien directeur général de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), Mohamed Loukal, poursuivi dans des affaires liées à la corruption. Le report du procès est intervenu à la demande de la défense de l'accusé jusqu'à la comparution de témoins. L'ancien directeur général de la BEA, placé en détention préventive depuis septembre dernier, est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, notamment pour abus de fonction et l'octroi d'indus avantages à autrui.

R. N.



MAHMOUD ABBAS DENONCE LES PRATIQUES SIONISTES

« La solution à deux États est érodée »

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a déclaré, hier, que l'option d'une solution à deux États "s'érode", en raison des mesures et des pratiques sionistes. S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue français, Emmanuel Macron, à Paris, Abbas a indiqué : "La solution à deux États s'érode en raison des pratiques de l'occupation, et nous attendons depuis 74 ans pour nous en débarrasser". Le chef de l'Etat palestinien a appelé à "la nécessité d'arrêter les mesures sionistes unilatérales, qui sapent la solution à deux États, dont la principale est la colonisation".

"Il y a plus de 700 résolutions à l'Assemblée générale des Nations Unies, 87 résolutions au Conseil de sécurité, en plus d'un nombre similaire au Conseil des droits de l'homme, liées à la question palestinienne, pas une seule résolution n'a été mise en œuvre, y compris les résolutions relatives au droit des réfugiés palestiniens au retour et à l'indemnisation", a-t-il regretté.

Mardi, Abbas est arrivé à Paris pour une visite officielle, en provenance de la capitale roumaine, Bucarest, à l'invitation du président français.

R. I.

SOUS-RIRE

Réchauffement climatique et catastrophes naturelles ...

